L'intégralité de la publication est disponible à l'adresse suivante : http://www.un.org/esa/policy/wess/cesp.html et n'existe qu'en version anglaise sous le titre de *World Economic Situation and Prospects 2007*.

RESUME

Les perspectives globales

Ralentissement de la croissance mondiale en 2007

Après avoir observée une croissance forte et repartie de façon relativement uniforme entre les différentes régions au cours de trois dernières années, l'économie mondiale pourrait ralentir en 2007, avec une croissance du produit mondial brut (PMB) se stabilisant à un rythme de 3.2 pour cent contre une estimation de 3.8 pour cent pour 2006[1]. L'économie des Etats-Unis d'Amérique sera le principal frein expliquant le ralentissement mondial en ce sens que sa croissance se modérera à 2.2 pour cent en 2007, poussée par le fléchissement du marché de l'immobilier. Aucun autre pays développé ne devrait émerger comme une locomotive alternative pour la croissance mondiale puisque la croissance se ralentirait en 2007 autour de 2 pour cent en Europe et en dessous de 2 pour cent au Japon. Il y a, en plus, des risques importants à la baisse liés à un éventuel ralentissement plus important de l'économie américaine.

Une croissance forte et continue dans les pays en développement

Les pays en développement et les économies en transition ont continué à enregistrer des performances fortes et exceptionnelles en 2006, en atteignant respectivement des taux de croissance de 6.5 et 7.2 pour cent. Il est prévu une croissance forte, quoique légèrement modérée, en 2007 : 5.9 pour cent dans les pays en développement et 6.5 pour cent dans les économies en transition. Parmi les pays en développement, la croissance forte et soutenue de la Chine et de l'Inde a engendré une plus grande croissance endogène suscitée par les liens commerciaux et financiers Sud-Sud. Ceci s'est manifesté, entre autres, par une croissance forte et soutenue de la demande pour les produits de base et des produits énergétiques ainsi qu'une hausse significative et soutenue de leurs prix. La hausse des prix des produits de base a été bénéfique pour de nombreux pays en développement et des économies en transition, singulièrement les pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI). La performance des pays les moins avancés est demeurée remarquablement forte, avec une croissance atteignant presque 7 pour cent en 2006. La croissance des pays pauvres devrait rester forte en 2007.

En dépit de l'amélioration des conditions économiques internes et du raffermissement des liens intra-régionaux, la majeure partie des pays en développement demeure vulnérable aussi bien à tout ralentissement dans les économies dominantes qu'à la volatilité des marchés financiers internationaux et ceux des produits de base.

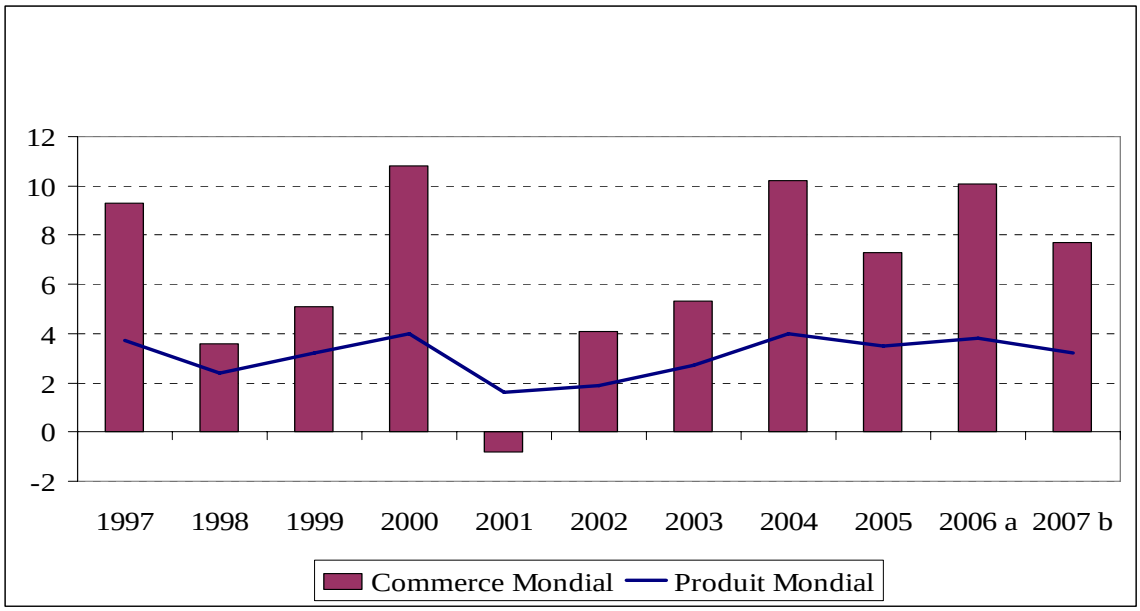
---

[1] Dans les estimations des Nations Unies, la croissance du produit mondial brut (PMB) est calculée en utilisant les poids relatifs du produit intérieur brut (PIB) des pays estimé en dollars et aux prix du marché. En utilisant des poids calqués sur la parité de pouvoirs d'achat (PPA), la croissance du PMB aurait été de 5.1 pour cent en 2006 et 4.5 pour cent comme projection pour 2007.

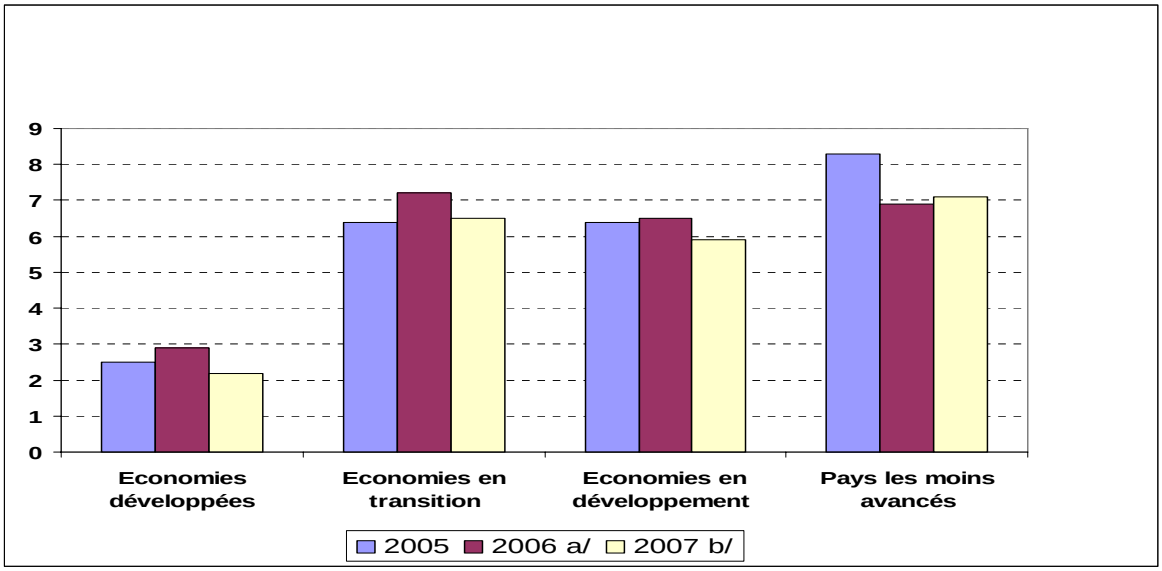
Une croissance de l'emploi insuffisante

La forte croissance de l'économie mondiale a permis une amélioration du marché du travail dans bon nombre de pays. Les taux de chômage ont reculé en 2006 dans la plupart des pays en développement. Cependant, malgré la forte croissance économique, la croissance de l'emploi n'a pas été suffisamment forte pour générer des réductions substantielles des taux de chômage dans un nombre non négligeable de pays en développement. De nombreux facteurs auraient freiné une croissance significative de l'emploi et/ou une réduction du chômage, comme la nature capitalistique des secteurs producteurs de produits de base qui ont générés la dynamique de croissance en Afrique, l'accroissement important de la participation au travail en Afrique et en Amérique Latine, et les suppressions d'emplois liées à la restructuration des entreprises publiques en Chine ainsi que la forte croissance de la productivité et les flux sortants de travail dans l'agriculture dans ce pays. La situation est similaire dans les économies en transition, où les taux de chômage demeurent généralement élevés, et ce malgré la forte croissance économique de ces dernières années.

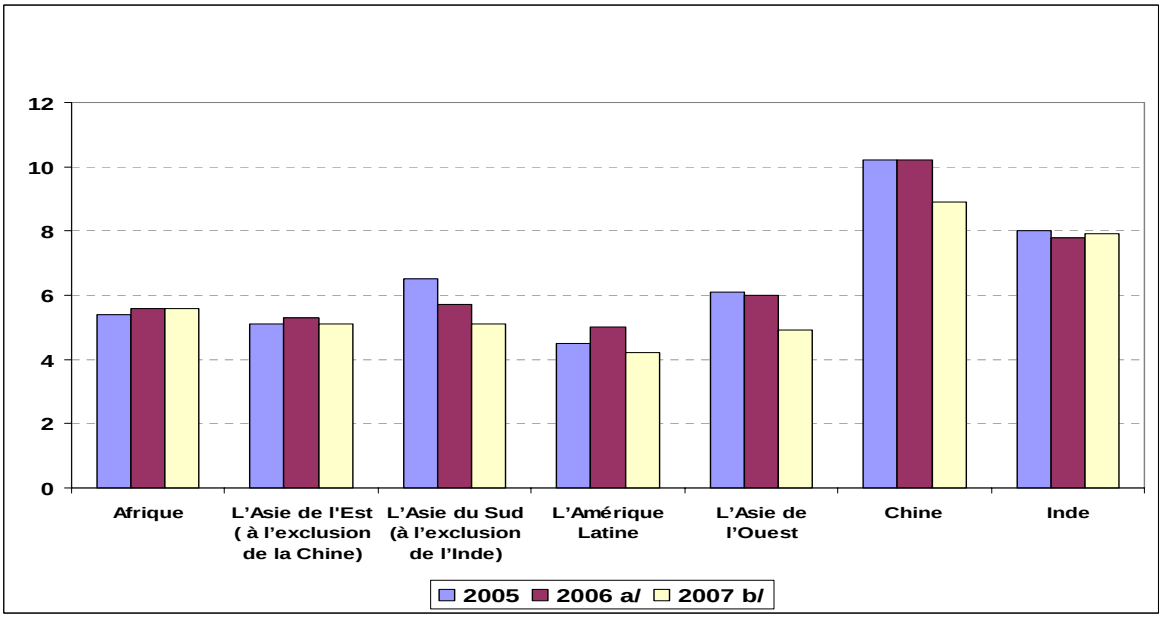
Il est prévu que la croissance mondiale ralentisse en 2007
(Croissance annuelle en pourcentage)



La croissance des pays en développement et les économies en transition est plus forte que celle des pays développés
(Croissance annuelle en pourcentage)



La croissance reste forte, mais avec une modération prévue dans la plupart des pays/régions en développement
(Croissance annuelle en pourcentage)



Perspective d'une inflation bénigne

Les taux d'inflation ont connu une hausse dans beaucoup de pays en 2006, mais une partie de cette évolution est attribuable aux effets de premier tour liés à des cours du pétrole plus élevés. Il n'y a eu jusqu'ici que des effets de transmission limités de la hausse du prix des produits énergétiques à l'inflation sous-jacente. Les pressions inflationnistes se modèreront en 2007 au regard de la baisse des cours du pétrole observée à la fin de 2006, du ralentissement prévu de la croissance mondiale et du resserrement de la politique monétaire dans de nombreux pays. Les exceptions concernent un petit nombre de pays africains qui connaîtront une hausse importante de l'inflation induite par des pénuries alimentaires, par la dépréciation de monnaies et/ou par d'importants effets de transmission des cours élevés du pétrole aux producteurs et consommateurs.

Incertitudes et risques à la baisse

Le risque d'une baisse prononcée du prix de l'immobilier aux Etats-Unis

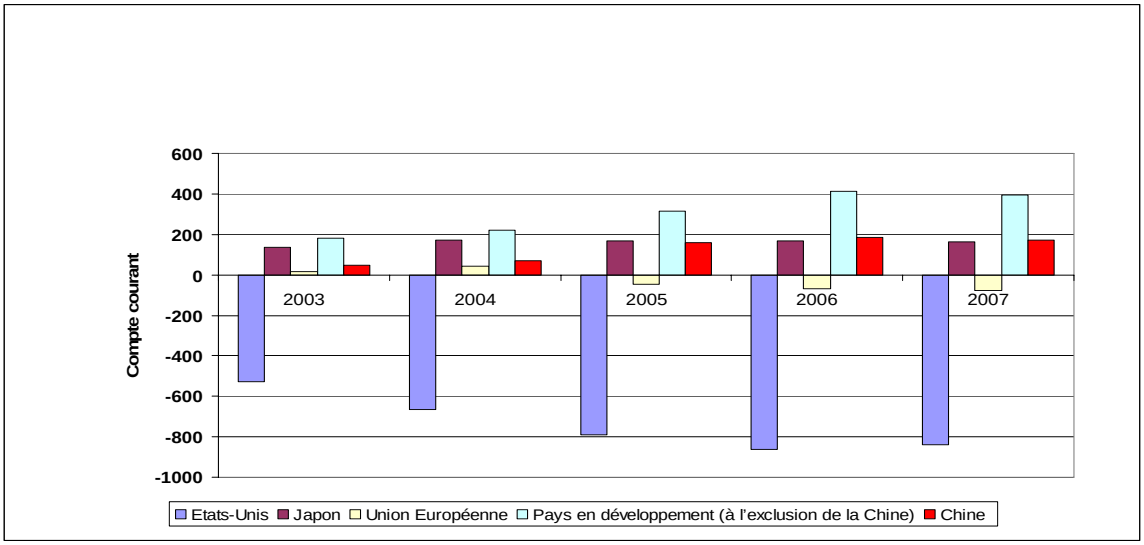
L'éventualité d'une chute plus prononcée sur les marchés immobiliers constitue un risque important pour l'environnement économique. Un certain nombre d'économies ont connu une forte appréciation des prix des logements au cours de la dernière décennie, et les effets de richesse sous-jacents ont contribué à affermir leurs croissances économiques. Un renversement de cette tendance entraînerait donc une baisse significative de la croissance mondiale. Divers indicateurs mesurant la performance du marché immobilier montrent un refroidissement important de l'activité en 2006, une réduction de l'ordre de 20 pour cent au cours des derniers mois. Tandis que les projections de référence tablent sur un adjustement modéré sur le marché de l'immobilier, le scénario plus pessimiste montre qu'un sévère déclin des prix des logements aux Etats-Unis réduirait de moins d'un pour cent la croissance de ce pays mais engendrerait également une baisse de plus d'un pour cent de la croissance du reste du monde. En plus, l'écroulement des prix des logements provoquerait une crise sur le marché des emprunts immobiliers et entraînerait dans son sillage un ajustement déflationniste des déséquilibres mondiaux, augmentant ainsi le risque d'un important bouleversement sur les marchés financiers.

Défis posés par la persistance des cours élevés du pétrole

Bien que les cours du pétrole aient baissé récemment après avoir atteint un niveau historique au cours de l'année 2006, ils demeureront élevés, mais volatiles, en 2007. Cependant, les perspectives de court-terme des cours du pétrole sont très incertaines en raison des tensions géopolitiques, des nouvelles capacités de production à mettre en œuvre et de la demande spéculative. Les cours élevés du pétrole n'ont pas, jusqu'ici, eu les mêmes effets négatifs sur l'économie mondiale que ceux engendrés au cours des épisodes précédents par les mouvements comparables de prix. Parmi les pays en développement, les pays exportateurs de pétrole ont bénéficié de l'accroissement des cours du pétrole. La hausse des prix des produits de base non pétroliers a compensé

l'accroissement des coûts des importations liés à des cours élèves du pétrole. Un certain nombre de pays à faible revenu et importateurs nets de pétrole n'ont pas connu une amélioration de leurs termes de l'échange et ont souffert de plus en plus des cours élevés du pétrole. Ces économies ont dû réduire leurs importations hors pétrole et ont supporté des fardeaux fiscaux élevés en raison des subventions administrés par ces pays pour protéger leurs consommateurs de la hausse des cours du pétrole. Les coûts en termes de croissance pour ces pays sont déjà très importants et vont probablement s'accroître si les cours du pétrole se maintiennent à des niveaux élevés et si la dépendance au pétrole n'est pas réduite.

Les déséquilibres du compte courant se sont creusés davantage en 2006



Risque d'un ajustement désordonné des déséquilibres mondiaux demeure

Les déséquilibres du compte courant des régions et les pays se sont élargis en 2006, reflétant l'accroissement du déficit courant des Etats-Unis qui avoisine les $ 900 milliard, lequel déficit est compensé par les surplus générés par la Japon et l'Allemagne, et, de façon plus significative, par les régions en développement et en transition, notamment les principaux explorateurs de pétrole. Suite à la dégradation continue du déficit du compte courant, l'endettement des Etats-Unis s'est accru à un niveau qui suscite sérieusement des interrogations quant à la soutenabilité de la constellation actuelle des déséquilibres mondiaux. Le scenario de référence pour 2007 prévoit une réduction modérée des déséquilibres mondiaux qui ferait suite à la décélération de la croissance aux Etats-Unis, à la modération des cours du pétrole qui engendrerait une réduction de la facture des importations de l'économie la plus importante du monde, et à la dépréciation anticipée du dollar qui stimulerait les exportations tout en réduisant les importations. Néanmoins, le risque d'un ajustement désordonné demeure. Un progrès lent, si progrès il y a, dans la résorption des déséquilibres mondiaux augmenterait le risque d'une forte spéculation en faveur d'une dépréciation du dollar. Une telle dépréciation du taux de change pourrait aider à réduire le déficit externe des Etats-Unis ; mais en raison de la dépendance de

la soutenabilité du phénomène. L'accumulation de réserves officielles a été un mécanisme majeur à travers lequel ces transferts nets financiers sont apparus. Les pays en développement détiennent actuellement plus de 3 trillion de dollars en réserves de change, la Chine détenant à elle seule plus d'un trillion de dollars. Le renforcement des niveaux de réserves a assuré une plus grande protection contre des chocs externes émanant de la volatilité des marchés mondiaux. L'effet de reflet de cette accumulation des réserves de change dans les pays en développement est l'élargissement du déficit externe du pays dont la monnaie sert de principale réserve de change du monde, à savoir les Etats-Unis. Du coup, même si leurs niveaux de réserves actuelles leur ont permis d'être moins vulnérables, ceux-ci ne les protègent pas pour autant des chocs plus systémiques, comme l'ajustement brusque de déficit externe des Etats-Unis et une large dévaluation du dollar.

L'aide publique au développement s'est accrue, mais reste insuffisante

L'Aide Publique au Développement (APD) des pays de l'OCDE aux pays en développement a augmenté à un niveau record de $ 106 milliard en 2005. Ceci représente 0.33 pour cent du revenu national brut (RNB) combiné des pays du Comité d'Aide au Développement (CAD), ce qui représente une progression par rapport au 0.26 pour cent en 2004. Les projections actuelles indiquent que le total de l'APD atteindra la barre des $ 130 milliard (0.36 du RNB combiné des pays du CAD) assignée pour 2010, même si un accroissement substantiel des apports est nécessaire au regard de la proximité de la date fatidique. Il est important de noter, cependant, que les récentes augmentations de l'APD sont, dans une large mesure, dues aux effets ponctuels tels que les remises de dettes et les dons en faveur de l'Iraq et du Nigeria. Au regard de ces effets ponctuels, les pays donateurs doivent accroître significativement leur aide de sorte à atteindre la barre fixée pour l'APD, conformément aux objectifs de développement convenus au plan international. En dehors de ces tendances, l'aide provenant des sources non- CAD a augmenté de façon notable. Des pays comme la Chine et l'Inde sont parmi les « pays donateurs émergents » qui ont commencé à apporter un financement additionnel important au titre de l'aide au développement.

Les efforts visant à améliorer l'efficacité de l'aide et la coordination au niveau des pays donateurs doivent être au centre des préoccupations dans un contexte d'augmentation du volume de l'aide et de l'entrée en scène d'un plus grand nombre de pays donateurs. A partir du moment où le maintien du soutien des contribuables des pays développés est crucial, gérer l'aide au développement de sorte à générer des résultats tangibles est une condition clé pour maintenir la dynamique en faveur de l'accroissement du volume de l'aide. Par ailleurs, l'harmonisation de la coopération au développement est devenue de plus en plus complexe avec l'accroissement du nombre d'acteurs. A cet égard, l'appel de l'Assemblée Générale des Nations Unis en faveur de la convocation d'un Forum de la Coopération au Développement (FCD) en 2007 arrive au bon moment en ce sens que ce Forum est supposé disposer de la capacité à instituer un contrôle politique sur l'efficacité de la dette parmi tous les pays donateurs, avec une large participation des pays en développement.

Plus d'allégement de la dette

L'initiative PPTE (Pays Pauvres très Endettés) reste le principal instrument international d'allégement de la dette aux pays à faible revenu. Le volume de l'allégement de la dette a augmenté en raison aussi bien du progrès accompli par les pays éligibles en ce qui concerne les phases cruciales du processus PPTE que de l'introduction de l'Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale. Cependant, toute une série de défis demeure, y compris accroître les ressources réellement disponibles pour la mise en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté des PPTE et l'adoption de mesures susceptibles d'éviter la résurgence d'un fardeau de dettes insoutenables.

Premiers pas vers la reforme du système financier international

Le système financier mondial a récemment connu des signes précurseurs à des reformes de fond ainsi que des nouvelles approches de politiques. Le conseil des gouverneurs du FMI a adopté une résolution relative à la reforme des quotas et des voix, résolution ayant, entres autres, pour objet d'accroître les quotas de la Chine, du Mexique, de la République de Corée et de la Turquie, qui sont clairement les pays les plus sous-représentés au sein de l'organisation. Cependant, ces changements ne vont pas fondamentalement modifier la configuration des pouvoirs de votes au sein du FMI. Des négociations touchant à plus de reformes en profondeur des quotas et des voix auront lieu dans les années à venir. Par ailleurs, le Comité Monétaire et Financier International s'est mis d'accord sur la nécessité d'une nouveau cadre pour renforcer la surveillance internationale. Une nouvelle plateforme pour les consultations multilatérales, impliquant de façon systématique les importants membres et groupes, a été instituée afin de compléter les autres approches de surveillance. Le premier cycle de consultations impliquant la Chine, la zone Euro, le Japon, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis se concentrera sur la réduction des déséquilibres globaux tout en maintenant une croissance économique forte. Même si celles-ci constituent des étapes dans la bonne direction, atteindre un accord sur la reforme des quotas et des pouvoirs de votes et sur le renforcement de la surveillance multilatérale ne constitue qu'une première étape vers des processus de consultations élargies. Des pas décisifs doivent être posés afin d'établir un processus crédible de coordination de politiques sous la bannière multilatérale afin d'éviter un ajustement désordonné des déséquilibres mondiaux et d'importantes perturbations de la croissance économique mondiale.